

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES Petrochemicals France

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_PS_2025-03-17_RAPVI_SIPA/COV_MFM_01251
Code AIOT : 0006201063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES Petrochemicals France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 10/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 24 février 2025 s'inscrit dans le cadre de la réception de plusieurs fax d'alertes styrène SIPA (système d'information sur la pollution atmosphérique) de niveau A (niveau inhabituel) et/ou B (perception olfactive) dans l'air ambiant au niveau de la station fixe de la mairie de l'Hôpital, entre septembre et décembre 2024.

Cette visite s'inscrit également dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0006201063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Pétrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avoid. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières. Le contrôle a concerné en particulier les installations de l'atelier Polystyrène (PS).

Elle est notamment réglementée par :

- l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (arrêté cadre)
- l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC(237 du 14 décembre 2009 modifié (COV).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur
- Pic de pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Système de suivi de l'air ambiant sur site	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 18 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Rapport d'incident du 13 décembre 2024 (dépassement en styrène de niveau B)	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rapport d'incident du 28 décembre 2024 (dépassement en styrène de niveau B)	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Emissions canalisées et diffuses non fugitives de	Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 8.2 (partiel)	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	COV en 2023			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système d'information sur la pollution atmosphérique (SIPA)	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 43.1 (partiel)	Sans objet
6	Emissions diffuses fugitives en 2023	Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 7 (partiel)	Sans objet
7	Surveillance des rejets atmosphériques des chaudières en 2023	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10, 13 et 26 (partiels)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 24 février 2025 la nécessité de :

- justifier de la pertinence des dispositifs de suivi de l'air ambiant sur site et leur maintenance - point de contrôle n°2 ;
- transmettre le rapport d'incident concernant les dépassements en styrène observés le 13 décembre 2024 - point de contrôle n°3 ;
- compléter le rapport d'incident concernant le dépassement en styrène observé le 28 décembre 2024 - point de contrôle n°4 ;
- mettre en œuvre, dès la prochaine campagne de mesure des émissions en COV en 2025, des mesures représentatives des quantités de polluants réellement émises à l'atmosphère au niveau des points COV1, COV2, COV8 et COV9 au niveau de l'atelier PS - point de contrôle n°5.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système d'information sur la pollution atmosphérique (SIPA)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 43.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air

Prescription contrôlée :

Article 43.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié

"L'exploitant établit un plan d'opération interne (POI) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement [...]"

Extrait de la partie 2 du POI de TEPF - révision 2021 :

"[...] Niveau I - Gestion courante : Alerte "système d'information pollution atmosphériques" (SIPA) de niveau A. [...]"

Niveau II - Cellule de crise : Alerte "système d'information pollution atmosphérique" (SIPA) de niveau B. [...]"

Extrait de la procédure SIPA concernant le paramètre styrène - révision 2016 :

"Niveau A - alerte à partir de 0,01 ppm (43 µg/m³)

Les exploitants potentiellement concernés :

- appliquent les fiches réflexes de leurs plans d'urgence interne dont investigations internes [...]
- si résultat négatif : message de fin d'alerte

- si résultat positif : message présentant les causes de la pollution, les actions mises en œuvre et l'évolution prévisible [...]"

[...]

Niveau B - alerte à partir de 0,02 ppm (85 µg/m³)

Les exploitants potentiellement concernés :

- appliquent les fiches réflexes de leurs plans d'urgence interne dont investigations internes [...]
- si résultat négatif : message de fin d'alerte

- si résultat positif : message présentant les causes de la pollution, les actions mises en œuvre et l'évolution prévisible [...]"

Constats :

L'inspection des installations classées constate, la réception de faxes (faxes de début d'alerte, d'identification de la cause et de fin d'alerte) de l'exploitant vers la DREAL et la préfecture en cas de dépassement en styrène au niveau de la station fixe de la mairie de l'Hôpital :

- niveau A (niveau inhabituel) les 15 septembre et 29 octobre 2024 ;
- niveau B (seuil olfactif) les 13 et 28 décembre 2024.

L'exploitant conclut systématiquement à l'absence d'anomalie au niveau des installations suite aux investigations réalisées.

Lors de la visite du 24 février 2025, l'inspection des installations classées constate, sur la base des documents présentés et en salle de contrôle :

- l'identification de trois émetteurs potentiels de styrène sur le site TEPF, considérant les

produits utilisés dans le process et stockés sur les différentes zones du site : l'atelier OPECOM (dépotage des wagon-citernes et stockages), l'atelier résine W et l'atelier PS ;

- la mise en place d'une procédure nommée TPF.PGE.34.V5 qui précise, en fonction du niveau de l'alerte, les différentes étapes ainsi que les destinataires des communications externes ;
- l'application de la procédure susmentionnée dans le cadre des détections des 13 et 28 décembre 2024 (transmission des faxes vers la DREAL et la préfecture et recherche des causes) ;
- l'application, les 13 et 28 décembre 2024, par les opérateurs de l'atelier PS, d'une fiche réflexe opérateur "TPF.PS.IN.CO.09 rev1" du 17 octobre 2024 identifiant les zones et les paramètres à contrôler par les opérateurs pour identifier la cause d'une détection de styrène au niveau du capteur de la mairie de L'Hôpital.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Système de suivi de l'air ambiant sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 18 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air

Prescription contrôlée :

"Toutes dispositions utiles doivent être prises pour réduire significativement l'émission de vapeurs, de fumées ou de gaz odorants ou nocifs de telle sorte qu'il ne résulte pas d'inconvénients vis-à-vis de l'article L511-1 du Code de l'Environnement. [...]"

Constats :

Suite à une visite de l'inspection des installations classées du 5 octobre 2020 concernant l'augmentation du nombre d'alerte styrène SIPA, l'exploitant s'est notamment engagé à :

- définir et mettre en place 7 micro-capteurs au plus proche des installations afin de mieux détecter une fuite en provenance des installations ;
- réfléchir au positionnement et à la représentativité des mesures réalisées sur les stations internes (emplacement, hauteur de mat de prélèvement, etc...).

Lors de la visite du 24 février 2025, l'inspection des installations classées constate, sur la base du plan de localisation des capteurs et des constats terrain :

- la présence d'un capteur mobile au niveau du hall déchet ;
- la présence d'un capteur fixe au niveau du village entreprises extérieures (VEE) ;
- la présence de sept micro-capteurs mesurant les COV dont trois installés à proximité de l'atelier PS, situés à un mètre de hauteur (micro-capteurs n°1 à n°3) ;
- que les capteurs ne sont pas tous situés à la même hauteur sans justification technique de l'exploitant.

Sur la base des courbes de mesure présentées lors de l'inspection du 24 février 2025, les micro-capteurs n°1 à 3 n'ont pas détecté de COV les 13 et 28 décembre 2024. L'inspection des installations classées constate que le capteur fixe VEE était en maintenance en décembre 2024. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier lors de la visite, ni suite à la demande par courriel de l'inspection des installations classées du 25 février 2025 :

- la pertinence des dispositifs de suivi de l'air ambiant sur site (micro-capteurs, capteur mobile et capteur fixe VEE) au regard du comportement des polluants et de la localisation des sources potentielles au sein des installations ;
- la maintenance réalisées sur ces capteurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai de deux mois, les justificatifs concernant :

- la pertinence des dispositifs de suivi de l'air ambiant sur site (micro-capteurs, capteur mobile et capteur fixe VEE) au regard du comportement des polluants et de la localisation des sources potentielles au sein des installations. Il est notamment attendu la justification concernant leur emplacement, la hauteur des capteurs de mesure et les limites de détection et quantification ;
- les deux derniers rapports d'entretien et de tests des dispositifs de suivi de l'air ambiant sur site (micro-capteurs, capteur mobile et capteur fixe VEE) et les éventuelles actions prises et/ou prévues en cas d'observation sur les rapports.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rapport d'incident du 13 décembre 2024 (dépassement en styrène de niveau B)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Accident/incident

Prescription contrôlée :

"L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]"

Constats :

Suite aux dépassements sur le paramètre styrène observés sur le capteur fixe de la mairie de L'Hôpital le 13 décembre 2024, l'exploitant a transmis un fax à l'inspection des installations classées le même jour.

Par courriels des 16 et 30 décembre 2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident suite à la déclaration de cet incident.

<p>Lors de la visite du 24 février 2025, l'exploitant a déclaré être en train de rédiger ce rapport mais n'a pas été en mesure de transmettre ce document lors de la visite ni suite à la demande par courriel de l'inspection des installations classées du 25 février 2025. Aucun élément concernant les causes et les actions correctives n'a été présenté lors de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai d'un mois, le rapport d'incident concernant le dépassement en styrène (alerte niveau B) survenu le 13 décembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Rapport d'incident du 28 décembre 2024 (dépassement en styrène de niveau B)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Accident/incident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au dépassement en styrène observé sur le capteur de la mairie de L'Hôpital le 28 décembre 2024 et sur la base du rapport d'incident du 6 janvier 2025 transmis par courriel de l'exploitant du 10 janvier 2025, l'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> la concentration maximale observée en styrène au niveau du capteur de la mairie de L'Hôpital est de 110,5 µg/m³ à 19h06 (correspondant au niveau B - seuil olfactif - de l'alerte SIPA) ; la fin de l'alerte est déclarée à 21h05 ; le capteur mobile, situé au niveau du hall déchet, n'a pas identifié de pic de concentration en styrène le 28 décembre 2024 ; le capteur fixe situé au niveau du village entreprises extérieures (VEE) était en maintenance ; les concentrations en styrène mesurées par les 7 micro-capteurs présents sur site ne sont pas étudiées dans le rapport ;

- aucune anomalie n'a été observée par les opérateurs lors des recherches suite au déclenchement de l'alerte SIPA (cf fiche réflexe mentionnée au point de contrôle n°1) ;
- les recherches postérieures à l'alerte ont permis d'identifier l'un des réservoirs "stockeur" de l'atelier PS comme responsable des émissions (suite au remplissage du réservoir, montée en pression entraînant un dégazement d'un mélange azote/styrène à l'atmosphère via la soupape du réservoir) ;
- l'exploitant n'indique pas, dans son rapport, l'origine du dépassement, la durée du dégazement, l'estimation des quantités de styrène émises à l'atmosphère ni les actions correctives prises et/ou prévues afin d'éviter le renouvellement de cet incident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, dans un délai de deux mois, de compléter son rapport d'incident du 6 janvier 2025 en indiquant :

- l'analyse des concentrations mesurées par les 7 micro-capteurs ;
- l'origine du dépassement ;
- la durée du dégazement et les quantités estimées de styrène rejetées à l'atmosphère lors de l'incident du 28 décembre 2024 ;
- les actions correctives prises et/ou prévues afin d'éviter le renouvellement de cet incident.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Emissions canalisées et diffuses non fugitives de COV en 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 8.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 8.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2099-DEDD/IC-237 du 14 décembre 2009 modifié

"Un bilan quantitatif des émissions de COV émis à l'atmosphère est établi annuellement et transmis avant le 1er avril de chaque année à l'inspection des installations classées. Outre l'aspect quantitatif, ce bilan précise également les principales sources d'émission et ses modalités de réalisation.

Ce bilan précisera en autres les émissions annuelles de référence et cible.

L'émission annuelle de référence (EAR) est fixée à 2 266,34 tonnes de COV, ce flux étant fixé sur la base du périmètre des installations de l'établissement en 2005. L'émission annuelle cible (EAC) est fixée à 1 059,58 tonnes de COV (les installations de l'établissement étant dans la configuration de 2009) dont au maximum 33,60 tonnes de COV correspondant à des substances et préparations cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction de catégorie 1 ou 2.

À la remise de chaque bilan annuel, une réévaluation des EAR et EAC pourra éventuellement être établie en fonction des évolutions des installations [...] mais aussi en fonction des éventuels objectifs de réduction fixés ultérieurement."

Extrait du schéma de maîtrise des émissions de COVNM - version 3 du 1 octobre 2019 :

"[...]Polystyrène :

Canalisés (chaudière, groupes de vide réaction PSC1, PSC2 et PSC3, Groupe de vide distillation) = 8,54 t/an (23,4 kg/j)

Diffus stockages (dissolveurs/stockeurs) = 5,30 t/an[...]"

Constats :

Sur la base du schéma de maîtrise des émissions (SME) de COVNM - version 3 du 1 octobre 2019, des rapports 2023 de mesures des concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques de Socotec, du bilan SME 2023, l'inspection des installations classées constate :

- la présence de quatre points de rejet (COV1_Dissolveur, COV2_Stockeur T2302, COV8_Stockeur T9151 et COV9_Stockeur T9152), correspondant au rejet nommé "Diffus stockages (dissolveurs/stockeurs)" dans le SME 2019 susmentionné ;
- la présence de cinq points de rejet (COV3 à COV7), correspondant au rejet nommé "Canalisés (chaudière, groupes de vide réaction PSC1, PSC2 et PSC3, Groupe de vide distillation)" dans le SME 2019 susmentionné ;
- le dépassement, en flux journalier, au niveau du point de rejet COV5 (29,4 kg/j au lieu de 23,4 kg/j) ;
- des concentrations mesurées comprises entre 10 964 et 27 732 mg/Nm³ pour les points de rejet COV1, COV2, COV8 et COV9 ;
- dans le bilan SME 2023, l'absence de prise en compte des émissions liées aux points de rejet COV2, COV8 et COV9 avec un flux massique nul (absence d'estimation du débit et de la vitesse d'éjection pour ces points de rejets).

L'inspection des installations classées note le respect des flux annuels cibles, de 1059,58 tonnes de COV et de 33,60 tonnes de COV correspondant à des substances et préparations cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR) de catégorie 1 ou 2, de l'établissement établi dans le SME V3 du 1er octobre 2019 pour l'année 2023 (213 tonnes dont 14,375 tonnes COV CMR).

Lors de la visite du 24 février 2025, l'inspection des installations classées constate sur la base des observations terrain et des échanges avec l'exploitant :

- la présence d'une soupape de respiration au droit du dissolvant ainsi qu'au niveau de chaque stockeur de l'atelier PS ;
- ces soupapes correspondent aux points de rejet (COV1, COV2, COV8 et COV9) ;
- la présence d'une bride de piquage permettant de réaliser les prélèvements directement dans le ciel gazeux du dissolvant et des stockeurs ;
- que les prélèvements réalisés sur ces quatre points de mesure ne sont pas représentatifs des quantités de polluants réellement émises à l'atmosphère par ces équipements ;
- que les émissions des dissolvant et stockeurs de l'atelier PS correspondent à des émissions diffuses non fugitives et non à des émissions canalisées.

L'inspection des installations classées précise que, suite à la publication des meilleures techniques disponibles pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur de la chimie (BREF WGC) le 6 décembre 2022, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen IED le 29 décembre 2024. Dans le cadre de l'instruction de ce dossier, les rejets et

émissions atmosphériques liés à l'atelier PS seront révisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> de mettre en œuvre, dès la prochaine campagne de mesure des COV pour l'année 2025, des mesures représentatives des quantités de polluants réellement émises à l'atmosphère par le dissolvant et les stockeurs de l'atelier PS (COV1, COV2, COV8 et COV9). Le rapport de mesure rédigé par l'organisme de contrôle devra justifier de la représentativité des résultats et des mesures ; d'intégrer les résultats de ces mesures dans les bilans COV à venir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Emissions diffuses fugitives en 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 7 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Article 7 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-237 du 14 décembre 2009 modifié</u> "7.1 Programme de détection et de maintenance L'ensemble des équipements de l'établissement (unité de production, stockages associés, installations connexes) doit faire l'objet d'une surveillance par l'exploitant. Pour cela, il doit établir une base de données sur laquelle se fonde le programme de détection et de maintenance de l'installation. On recense dans cette base les équipements (vannes, connexions, pompes, compresseurs, etc.) en contact avec des fluides contenant plus de 10 % de COV quel que soit le diamètre [...] L'ensemble des points de fuite recensés sur ces équipements fera l'objet d'une surveillance et d'une maintenance [...] 7.3 Programme de surveillance Chaque année, l'exploitant doit démontrer le respect des valeurs limites par le biais d'un programme de mesures des équipements accessibles. Dans le cadre de ce programme, les mesures annuelles porteront sur environ 20% desdits équipements. [...]"
<u>Extrait du schéma de maîtrise des émissions de COVNM - version 3 du 1 octobre 2019 :</u> " [...]Polystyrène : Diffus fugitifs (procédé et stockages) = 17,98 t/an [...] "
Constats : L'inspection des installations classées constate sur la base du rapport de campagne de mesure et de réduction des émissions fugitives de COV, du 14 décembre 2023, de Bureau Veritas et des

constats en salle et sur le terrain réalisés lors la visite du 24 février 2025 :

- la mise en place, par l'exploitant, d'un tableau identifiant, par atelier, les équipements concernés par les émissions diffuses fugitives, la localisation dans l'atelier et les résultats des mesures réalisées avant et après réparation le cas échéant ;
- par sondage, la présence sur le terrain, de macarons d'identification des équipements susceptibles d'émettre des rejets diffus fugitifs (par exemple bride de la pompe P9114B et brides sur le stockeur T1302) ;
- la réalisation en 2023 d'une campagne de mesure des émissions diffuses fugitives sur 3721 sources identifiées correspondant à 20 % des sources totales identifiées pour l'atelier PS ;
- l'absence de détection de fuite supérieure à 500 ppm ;
- la quantification d'une émission totale de COVNM de 0,712 t/an pour l'année 2023 au droit de l'atelier PS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques des chaudières en 2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10, 13 et 26 (partiels)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 10 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié (partiel)

"[...]

Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux installations autres que les turbines et moteurs, dont les chaudières.

I. - a) Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ;

[...]

Autre combustibles liquides :

Puissance P (MW) = $5 \leq P < 10$

SO₂ (mg/Nm³) = 850

NOx (mg/Nm³) = 550

Poussières (mg/Nm³) = 50

Gaz naturel, biométhane :

Puissance P (MW) = $5 \leq P < 10$

SO₂ (mg/Nm³) = -

NOx (mg/Nm³) = 225 (installation autorisée avant le 1er janvier 1998)

Poussières (mg/Nm³) = -

[...]"

Article 13 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié (partiel)

"[...] Pour les autres appareils de combustion, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm³. [...]

Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm³ en carbone total.

[...]

Les valeurs limites d'émission pour les COVNM, excepté le formaldéhyde pour les moteurs, et les HAP ne sont pas applicables aux installations consommant du gaz naturel, du biométhane, de l'hydrogène et du GPL."

Article 26 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié (partiel)

"Mesures périodiques.

I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :

[...]

- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 MW et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A,

- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. [...]"

Article 26 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997 modifié (partiel)

"[...] Les besoins thermiques seront assurés par trois chaudières d'une puissance unitaire de 3 MW, l'une des trois installations sera en secours. [...]"

Constats :

Sur la base des rapports 2023 de mesure de concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques de Socotec, du bilan annuel 2023 et de la visite du 24 février 2025 et des échanges avec l'exploitant, l'inspection des installations classées constate :

- la présence de trois chaudières, de 3 MW chacune, utilisées dans le cadre du process de l'atelier PS : F8701A, F8701B et F8701S ;
- les chaudières F8701A et F8701S peuvent fonctionner au gaz naturel ou avec un combustible liquide (huiles lourdes, résidus du process) ;
- la chaudière F8701B fonctionne uniquement au gaz naturel ;
- qu'en 2023, seules les chaudières F8701A et B ont fonctionné et uniquement au gaz naturel ;
- la réalisation, par Socotec, de mesures sur les chaudières F8701A (gaz naturel) et F8701B en 2023 ;
- l'absence de dépassement des valeurs limites d'émission pour les mesures réalisées en 2023 sur les chaudières susmentionnées ;
- les rapports de mesures des émissions atmosphériques des chaudières de l'atelier PS pour 2023 ne précisent pas le type de combustible utilisé lors des essais pour chaque chaudière ainsi que la référence réglementaire utilisée pour les valeurs limites d'émission affichées ;
- le bilan annuel 2023 ne précise pas les heures de fonctionnement de chaque chaudière et le type de combustible utilisé pour l'année concernée ; il conviendra que l'exploitant fournisse ces informations dans les prochains suivants.

Type de suites proposées : Sans suite

